

"CONFIDENTIEL"

RP No. 3 / CT

Colombo, le 24 avril 1989

Politique intérieure et relations extérieures tributaires de l'accord indo-lankais

Copies pour M. le Conseiller fédéral A. Koller,
M. Peter Arbenz, Délégué aux réfugiés
Ambassade de Suisse à la Nouvelle Delhi

Plus de 20 mois après la signature de l'accord indo-lankais destiné à ramener la paix à Sri Lanka, la situation demeure instable dans tout le pays.

Au Nord-Est, la force indienne de maintien de la paix (IPKF) n'a toujours pas réussi à désarmer les tigres du LTTE. Les massacres de villageois, attentats et autres fusillades font encore quotidiennement des victimes.

Dans la partie cingalaise de l'île, les forces sri-lankaises de sécurité sont engagées contre le Front populaire révolutionnaire (JVP) qui s'oppose par la force à l'accord indo-lankais, en particulier à la présence des troupes indiennes.

C'est en vertu des dispositions de cet accord que l'IPKF a été invitée par le Président J.R. Jayawardene en juillet 1987. Son retrait de Sri Lanka n'est par contre pas spécifié dans l'accord. Pour Colombo, il s'agit d'un pouvoir discrétionnaire du Président, alors que pour la Nouvelle Delhi le retrait est subordonné à la normalisation de la situation dans le Nord-Est, ce qu'il faut interpréter, selon les observateurs, comme un droit de regard du Premier Ministre Gandhi.

Dès son arrivée au pouvoir en janvier 1989 le Président Premadasa, qui s'était fermement opposé à la signature de l'accord en 1987, s'est efforcé d'obtenir le remplacement de l'accord par un traité d'amitié dans le genre de celui qui a été conclu entre l'Inde et l'URSS. Selon le Ministère des affaires étrangères, la Nouvelle Delhi s'est jusqu'ici contentée de répondre que la proposition sri-lankaise était encore à l'étude.

Dans l'attente d'une solution de remplacement, l'accord indo-lankais continue de déterminer la politique intérieure du pays. Si la paix n'est pas rétablie, il faut reconnaître qu'une partie de ses dispositions ont été réalisées: l'état d'urgence en vigueur depuis 1983 a été levé; la langue tamoule a été reconnue comme langue officielle; la grande majorité des prisonniers politiques ont été libérés; enfin les élections provinciales qui ont permis la fusion provisoire des provinces tamoules du Nord et de l'Est ont pu avoir lieu en dépit du boycottage et des actes de violence fomentés par les groupements extrémistes. D'autres dispositions sont en voie de réalisation, notamment le rapatriement des Tamouls réfugiés en Inde (plus de 30'000 ont pu regagner leurs villages) ainsi que le transfert de pouvoir du Gouvernement central aux gouvernements provinciaux.

- 2 -

Cette disposition cruciale de l'accord fait actuellement l'objet de tractations difficiles avec les autorités provinciales tamoules du Nord-Est où le groupement EPRLF (Eelam People's Revolutionary Liberation Front) est au pouvoir après être sorti vainqueur aux récentes élections.

Le premier-Ministre de cette province, V. Perumal, accuse l'administration de Colombo de bloquer l'aide financière destinée à la province. Il lui reproche aussi, malgré les démentis de Colombo, de continuer à coloniser (installation de familles cingalaises) la région située à la frontière de la province du Nord-Est; région où de nombreux villageois cingalais ont été massacrés ces derniers mois.

Dernièrement, dans le but avoué de faire avancer les négociations, V. Perumal n'a pas hésité à chercher conseil à la Nouvelle Delhi où il a été reçu par le Premier-Ministre Gandhi au grand dam des autorités sri-lankaises.

C'est peu après cette visite, qu'à la surprise générale, le LTTE, l'ennemi juré de l'EPRLF, vient d'accepter une invitation du Président Premadasa de négocier directement avec le Gouvernement sri-lankais. Les observateurs se demandent, à juste titre, si cette fois le LTTE est sincère où s'il s'agit d'une nouvelle manoeuvre pour semer la discorde entre les gouvernements sri-lankais et indiens. Jusqu'ici, le LTTE a toujours exigé, entre autres conditions préalables à toute négociation, la reconnaissance d'un Etat tamoul séparé (Eelam) et depuis l'année dernière, le retrait de l'IPKF.

Le Gouvernement indien, qui pendant plus d'un an s'est efforcé, en vain d'amener le LTTE à la table de négociations et qui en désespoir de cause a finalement apporté son soutien à l'EPRLF, n'est pas du tout enchanté de la tournure des événements. Officiellement un porte-Parole du MAE indien a néanmoins déclaré que l'Inde n'était pas opposée aux négociations directes entre le Gouvernement sri-lankais et le LTTE, à condition que celles-ci aient lieu dans le cadre de l'accord indo-lankais.

De même la politique étrangère est tributaire de l'accord indo-lankais signé en 1987. Dix ans auparavant, en succédant au pouvoir à Mme Bandaranaike - une alliée de longue date de la famille Gandhi - le Président Jayawardene adoptait une politique pro-occidentale que l'Inde interprétait comme une éviction de son rôle d'Etat dominant dans la région de l'Asie du sud. Selon la presse, à l'époque l'Inde suspectait le Sri Lanka de vouloir concéder des privilèges militaires aux USA, en particulier une base navale dans le port stratégique de Trincomalee. Dès lors, l'Inde s'est efforcée par tous les moyens, notamment en formant des groupements tamouls séparatistes sur son territoire, de reconquérir le rôle de leader régional qu'elle croyait avoir perdu.

C'est dans cette optique que bien des observateurs voient la raison principale de la conclusion de l'accord indo-lankais, obtenue sous la pression de la Nouvelle Delhi.

Ces jugements sont corroborés par les dispositions de l'annexe à l'accord, selon lesquelles le Président sri-lankais s'engage à ne pas faire appel à une force militaire étrangère, ni à laisser

utiliser ses ports par des pays étrangers qui pourraient porter préjudice aux intérêts indiens. En retour l'Inde s'engage à renvoyer les citoyens sri-lankais engagés dans des activités terroristes ou prônant la sécession (tamoule) en Inde.

Les adversaires de l'accord indo-lankais font remarquer que les dispositions contenues dans l'annexe n'ont pas de relation directe avec le problème ethnique que l'accord est sensé résoudre; d'où les critiques adressées à l'Inde de mener une politique d'hégémonie dans le Sud asiatique. Pour la majorité des observateurs les dispositions de l'annexe limitent sans conteste la liberté d'action du Gouvernement en matière militaire et portent ainsi atteinte à la souveraineté et à l'indépendance du Sri Lanka.

Peu avant son transfert au Pakistan, le Haut Commissaire indien (surnommé "The Viceroy"), qui a manié ici pendant 4 ans la politique de la carotte et du bâton, a déclaré que les rapports tendus, qui existaient entre les autorités indiennes et sri-lankaises avant l'accord, avaient fait place à des relations basées sur la confiance et la compréhension. Mais le Haut Commissaire a aussi prévenu que l'abrogation unilatérale de l'accord ne serait pas raisonnable et qu'elle aurait même des conséquences imprévisibles "unpredictable" pour les relations bilatérales.

En mai 1987, alors que les troupes sri-lankaises étaient aux portes de Jaffna et que l'Inde menaçait d'intervenir, les appels à l'aide du Président J.R. Jayawardene adressés aux USA à la Chine et au Pakistan avaient eu peu d'écho. Aujourd'hui les dirigeants sri-lankais sont conscients de ne pouvoir compter que sur l'aide militaire indienne, d'où l'impératif pour le gouvernement de mener une politique qui ne soit pas contraire aux intérêts de leur puissant voisin indien. Lors des récents débats sur la politique étrangère, plusieurs membres du Parlement ont suggéré pour l'avenir une politique étrangère plus pragmatique tenant mieux compte des réalités géo-politiques d'un petit Etat séparé d'une grande puissance par un bras de mer (détroit de Palk) d'à peine 40 kilomètres.

Par ailleurs, le Sri Lanka entretient de bonnes relations avec tous les pays. Selon le programme politique du parti national unifié "UNP", le Gouvernement soutient les principes du mouvement des Non-alignés dont le Sri Lanka fait partie; il oeuvre en faveur de l'établissement d'une zone de paix dans l'océan indien, enfin il appuie les efforts d'indépendance des peuples d'Afrique du sud, de Namibie et de Palestine. Récemment plusieurs pays arabes ont noué des relations diplomatiques avec le Sri Lanka. En outre, l'office de l'OLP a été élevé au rang d'Ambassade. Ce fut une nouvelle fois l'occasion pour la communauté musulmane de réclamer la fermeture de la Section des intérêts israéliens et pour les pro-israéliens de demander son maintien en faisant valoir la bonne qualité de son assistance technique.

- 4 -

Le Sri Lanka est également membre du SAARC (South Asia Association for Regional Cooperation). Cette association manque d'efficacité en raison de la grande différence de poids économique et politique de ses membres (Inde, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka, Nepal, Bouthan, Maldives). Selon une source officielle, le Sri Lanka, et d'autres petits pays membres, regrettent que les statuts du SAARC ne prévoient pas la possibilité de débattre leurs différends bilatéraux lors des sessions de l'association.

L'Ambassadeur de Suisse



H. Cuennet